

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

24 février 2021

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**visant la mise en place d'une Conférence  
interministérielle Jeunesse chargée d'élaborer  
un plan de soutien aux jeunes touchés  
par la crise du COVID-19**

(déposée par Mme Sophie Rohonyi et  
M. François De Smet)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 februari 2021

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**betreffende de instelling van een  
Interministeriële Conferentie Jeugd, belast  
met de uitwerking van een steunplan voor de  
door de COVID-19-crisis getroffen jongeren**

(ingediend door mevrouw Sophie Rohonyi en  
de heer François De Smet)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis presque un an, l'ensemble de la population belge participe à l'effort collectif pour réduire la propagation de la pandémie de COVID-19, en ce compris les jeunes.

Ce faisant, ces jeunes se sont vus privés de moments très importants pour leur bon développement psychologique et social.

Les mesures sanitaires sont justifiées par la gravité de la pandémie de COVID-19, la nécessité d'éviter une surcharge de nos hôpitaux et la plus grande contagiosité des nouveaux variants de ce virus; cependant, les politiques concernant ces mêmes mesures sanitaires doivent tenir compte des dommages collatéraux immenses qu'elles occasionnent parmi les jeunes.

C'est ainsi que, ces dernières semaines, un grand nombre d'experts, de pédiatres, de pédopsychiatres, de représentants du monde académique et étudiant, tirent la sonnette d'alarme face à la détresse psychologique et financière des jeunes et à l'urgence d'y répondre, faute de quoi cette génération serait "sacrifiée".

C'est d'ailleurs en ces termes que la rectrice de l'ULB s'inquiète légitimement de la situation dans sa carte blanche<sup>1</sup>:

"La dépression est là, palpable, comme l'anxiété, le repli sur soi, le découragement. Nos services d'accompagnement psychologique sont frappés par l'augmentation considérable des demandes de prise en charge en urgence. C'est très inquiétant. (...) Privés de contacts sociaux, les étudiants ne peuvent plus expérimenter ce qu'ils sont, à savoir des adultes en construction. De surcroît, les jeunes sont cruellement inégaux devant la crise présente: en termes d'accès au numérique, de ressources matérielles, de ressources psychologiques. Frappés par la crise, certains se retrouvent en situation de précarité, après avoir perdu leur job: de plus en plus nombreux, ils frappent à la porte du service social étudiant, des CPAS, voire des secours alimentaires."

La FEF tire également la sonnette d'alarme en exposant les résultats d'un sondage démontrant que 80 % des étudiants questionnés se sentent fragilisés

<sup>1</sup> <https://plus.lesoir.be/350708/article/2021-01-22/carte-blanche-une-generation-sacrifiee>

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds bijna een jaar spant de hele Belgische bevolking, met inbegrip van de jongeren, zich collectief in om de om zich heen grijpende COVID-19-pandemie af te remmen.

Daardoor worden de jongeren momenten ontnomen die heel belangrijk zijn voor hun correcte ontwikkeling op psychologisch en sociaal vlak.

De gezondheidsmaatregelen zijn gerechtvaardigd wegens de ernst van de COVID-19-pandemie, wegens de noodzaak een overbelasting van onze ziekenhuizen te voorkomen en wegens de grotere besmettelijkheid van de nieuwe virusvarianten. Het beleid betreffende die gezondheidsmaatregelen moet echter rekening houden met de gigantische schadelijke neveneffecten die aldus bij de jongeren teweeg worden gebracht.

De jongste weken hebben dan ook vele deskundigen, pediaters, kinderpsychiaters, alsook vertegenwoordigers van de academische wereld en de studenten, nadrukkelijk gewaarschuwd voor de op psychologisch en financieel vlak kritische toestand van de jongeren. Zij roepen op tot een dringende reactie, omdat anders die generatie zou worden opgeofferd.

In een opiniebijdrage heeft de rector van de ULB die terechte ongerustheid trouwens als volgt verwoord<sup>1</sup>:

"La dépression est là, palpable, comme l'anxiété, le repli sur soi, le découragement. Nos services d'accompagnement psychologique sont frappés par l'augmentation considérable des demandes de prise en charge en urgence. C'est très inquiétant. (...) Privés de contacts sociaux, les étudiants ne peuvent plus expérimenter ce qu'ils sont, à savoir des adultes en construction. De surcroît, les jeunes sont cruellement inégaux devant la crise présente: en termes d'accès au numérique, de ressources matérielles, de ressources psychologiques. Frappés par la crise, certains se retrouvent en situation de précarité, après avoir perdu leur job: de plus en plus nombreux, ils frappent à la porte du service social étudiant, des CPAS, voire des secours alimentaires."

Ook de Franstalige studentenfederatie FEF slaat alarm en haalt de resultaten van een enquête aan, waaruit blijkt dat 80 % van de ondervraagde studenten zich

<sup>1</sup> <https://plus.lesoir.be/350708/article/2021-01-22/carte-blanche-une-generation-sacrifiee>

psychologiquement par la situation; cela, en raison du manque de contact social.<sup>2</sup>

La détresse psychologique des jeunes est objectivée et soulignée par les pédopsychiatres:

“Les adolescents et les jeunes ont besoin de se retrouver pour partager ensemble ce qui les anime: leurs passions, leurs rêves, leurs frustrations, leurs angoisses. C’est entre eux que la plupart dépassent psychiquement et en groupe les expériences de vie qui les mettent à mal. Les priver de socialisation, d’activités parascolaires, d’espace de choix ou de rêve, et les contraindre uniquement à l’apprentissage obligatoire comme seule soupape d’oxygène ne peut à terme que les étouffer. Et nous arrivons au terme, maintenant.”<sup>3</sup>

Selon une enquête réalisée par la professeure Fabienne Glowacz à l’ULiège, 80 % des jeunes interrogés présentent un niveau d’anxiété plus élevé que la norme. La même enquête révèle que 9 % d’entre eux vont même jusqu’à avoir des pensées ou des gestes suicidaires. Cette détresse se manifeste notamment à travers le décrochage tant au niveau scolaire qu’universitaire. En effet, en raison de la crise, 30 % des étudiants n’ont pas pu effectuer pleinement leur stage, ce qui les inquiète. Sans stage, qui est souvent obligatoire dans le cursus, les étudiants se retrouvent démoralisés; cela les oblige souvent à recommencer leur année avec comme conséquence, notamment, de devoir payer un nouveau minerval. Il sont de plus découragés à l’idée de devoir trouver un travail sur un marché déjà très compliqué en raison de la crise sanitaire.

Ce sentiment d’anxiété accentue le décrochage scolaire. Selon le sondage réalisé par la FEF, 60 % des étudiants interrogés “se sentent complètement ou partiellement en décrochage scolaire”<sup>4</sup>. En outre, alors que la précarité étudiante est un phénomène connu depuis trop longtemps, celle-ci s’est encore accrue en raison des mesures sanitaires puisque 7 étudiants sur 10 ont un job étudiant, soit pendant l’année soit pendant les vacances. 18 % des étudiants ont également besoin

wegens het gebrek aan sociaal contact psychologisch kwetsbaar voelt<sup>2</sup>.

De psychologische nood van de jongeren werd objectief vastgesteld door de kinderpsychiaters, die het volgende benadrukken:

“Les adolescents et les jeunes ont besoin de se retrouver pour partager ensemble ce qui les anime: leurs passions, leurs rêves, leurs frustrations, leurs angoisses. C’est entre eux que la plupart dépassent psychiquement et en groupe les expériences de vie qui les mettent à mal. Les priver de socialisation, d’activités parascolaires, d’espace de choix ou de rêve, et les contraindre uniquement à l’apprentissage obligatoire comme seule soupape d’oxygène ne peut à terme que les étouffer. Et nous arrivons au terme, maintenant.”<sup>3</sup>

Uit een door professor Fabienne Glowacz aan de universiteit van Luik uitgevoerde enquête blijkt dat 80 % van de ondervraagde jongeren kampt met een angstniveau dat hoger is dan het normale. Dezelfde studie brengt aan het licht dat 9 % van hen zelfs zelfmoordgedachten heeft of zelfmoordhandelingen stelt. Die wanhoop komt onder meer tot uiting via het afhaken op school of het opgeven van universitaire studies. 30 % van de studenten heeft wegens de crisis immers geen volledige stage kunnen lopen en is daarom ongerust. De stage is vaak een verplicht onderdeel van het studietraject; wanneer de studenten eraan moeten verzaken, raken zij gedemotiveerd en zijn ze vaak verplicht hun studiejaar opnieuw te doen, waardoor ze onder meer opnieuw inschrijvingsgeld moeten betalen. Bovendien raken de jongeren ontmoedigd wegens de verwachting dat zij werk zullen moeten vinden op een bijzonder krappe arbeidsmarkt.

Dat angstgevoel leidt tot nog meer schooluitval. Volgens de enquête van de FEF heeft 60 % van de ondervraagde studenten het gevoel het studeren geheel of gedeeltelijk niet meer aan te kunnen<sup>4</sup>. Bovendien is het al langer dan vandaag bekend dat veel studenten zich in een precare situatie bevinden; de gezondheidsmaatregelen hebben die toestand nog verergerd. 7 op 10 studenten verrichten tijdens het academiejaar of tijdens de vakantie immers studentenarbeid. Daarnaast is voor 18 %

<sup>2</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/generallisoles-et-precarises-les-etudiants-sont-plus-exposes-que-jamais-au-risque-de-decrochage/10266699.html>

<sup>3</sup> <https://www.lalibre.be/debats/opinions/lettre-d-une-pedopsychiatre-inquiete-nous-rencontrons-entre-autres-des-jeunes-qui-cessent-de-s-alimenter-et-de-s-hydrater-du-jour-au-lendemain-601153c29978e227dff38e5d>

<sup>4</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/generallisoles-et-precarises-les-etudiants-sont-plus-exposes-que-jamais-au-risque-de-decrochage/10266699.html>

<sup>2</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/generallisoles-et-precarises-les-etudiants-sont-plus-exposes-que-jamais-au-risque-de-decrochage/10266699.html>

<sup>3</sup> <https://www.lalibre.be/debats/opinions/lettre-d-une-pedopsychiatre-inquiete-nous-rencontrons-entre-autres-des-jeunes-qui-cessent-de-s-alimenter-et-de-s-hydrater-du-jour-au-lendemain-601153c29978e227dff38e5d>

<sup>4</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/generallisoles-et-precarises-les-etudiants-sont-plus-exposes-que-jamais-au-risque-de-decrochage/10266699.html>

d'une bourse pour financer leurs études, sachant qu'une année d'études coûte entre 8 000 et 12 000 euros.

En raison de la crise sanitaire, près d'un tiers des étudiants ont ainsi perdu leur job, ce qui impacte directement leur capacité à payer leurs frais scolaires, leurs loyers ainsi que leurs frais alimentaires et de santé. Même ceux qui bénéficiaient de la solidarité familiale peuvent aussi être impactés lorsque leurs parents subissent une perte de revenus. L'on constate également que de plus en plus d'étudiants se tournent vers les CPAS ou vers les bourses d'études, dont les structures n'arriveront bientôt plus à répondre à toutes les demandes.

Si l'arrêté ministériel du 29 janvier 2021<sup>5</sup> a permis aux adolescents de reprendre des activités extrascolaires, force est de constater que ce "relâchement" s'est fait au détriment des moins de 12 ans. Cette reprise n'est en effet autorisée que pour une seule activité par semaine; cela, avec des protocoles stricts, notamment une bulle limitée à 10 personnes.

Alors que le gouvernement fédéral sollicite l'adhésion de la population aux nouvelles mesures, il place cependant les adolescents et les moins de 12 ans dans une position de rivalité; il crée en effet un système de vases communicants difficilement compréhensible tant du point de vue épidémiologique (les enfants de moins de 12 ans sont moins contagieux que les adolescents, qui le sont eux-mêmes moins que les adultes), que du point de vue éthique et des droits de l'enfant. Les plus jeunes, qui subissent les tensions voire les violences dans leur foyer familial, se voient en effet privés d'activités indispensables à leur bon développement. Cette règle exclut en outre non seulement les jeunes précarisés qui n'exercent aucune activité extra-scolaire mais aussi les jeunes de la tranche 18-25 ans, qu'il s'agisse des étudiants (dont la plupart ne peuvent plus exercer leur job étudiant), des jeunes sans emploi ou de ceux qui n'occupent que des emplois précaires.

La situation financière des jeunes sans emploi est d'ailleurs particulièrement difficile depuis la limitation dans le temps des allocations d'insertion destinées aux jeunes chômeurs qui ne trouvent pas immédiatement leur place sur le marché du travail; mesure qui a été introduite sous le gouvernement Di Rupo. Depuis

<sup>5</sup> Arrêté ministériel du 29 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

van de studenten een beurs een must om hun studie te financieren, rekening houdend met het feit dat een studiejaar tussen 8 000 en 12 000 euro kost.

Wegens de gezondheids crisis heeft nagenoeg een derde van de studenten zijn arbeidsplaats verloren. Dat heeft een rechtstreekse weerslag op hun vermogen om hun scholingskosten, hun huur, hun voeding en hun gezondheidskosten te betalen. Zelfs zij die kunnen rekenen op solidariteit van hun gezin, kunnen een impact ondervinden wanneer hun ouders inkomsten derven. Voorts wordt vastgesteld dat almaar meer studenten zich tot de OCMW's of tot de studiebeursverstrekkers wenden, in die mate dat die instellingen binnenkort niet langer aan alle aanvragen gevolg zullen kunnen geven.

Weliswaar konden de adolescenten op grond van het ministerieel besluit van 29 januari 2021 opnieuw buitenschoolse activiteiten aanvatten, maar die zogenaamde versoepeling ging ten koste van de kinderen jonger dan 12 jaar<sup>5</sup>. Die versoepeling is namelijk slechts voor één activiteit per week toegestaan, met inachtneming van strikte protocollen, waaronder een bubbel van maximaal 10 mensen.

Terwijl de federale regering de bevolking vraagt zich achter de nieuwe maatregelen te scharen, zet zij de adolescenten en de kinderen jonger dan 12 jaar tegen elkaar op; zij creëert immers een systeem van communicerende vaten dat moeilijk te begrijpen valt vanuit epidemiologisch perspectief (de kinderen jonger dan 12 zijn minder besmettelijk dan de adolescenten, die op hun beurt minder besmettelijk zijn dan de volwassenen), maar ook uit het oogpunt van de ethiek en van de kinderrechten. Aan de jongste kinderen, die te lijden hebben onder de spanning en soms zelfs het geweld in hun huisgezin, worden namelijk activiteiten ontzegd die onontbeerlijk zijn voor hun goede ontwikkeling. Bovendien sluit die regel niet alleen de kansarme jongeren uit die geen enkele buitenschoolse activiteit verrichten, maar ook de jongeren in de leeftijdsgroep van 18 tot 25 jaar, ongeacht of het daarbij gaat om studenten (van wie de meesten niet langer hun studentenjob kunnen uitoefenen), om jongeren zonder werk of om jongeren die uitsluitend in onzekere banen aan de slag zijn.

De financiële situatie van de jongeren zonder werk is trouwens bijzonder lastig sinds onder de regering-Di Rupo de inschakelingsuitkering voor werkloze jongeren die niet onmiddellijk hun plaats op de arbeidsmarkt vinden, in de tijd werd beperkt. Sindsdien hebben degenen die er niet in slagen om binnen de gestelde termijn een

<sup>5</sup> Ministerieel besluit van 29 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

lors, ceux qui ne parviennent pas à trouver un emploi dans le délai imparti n'ont pas d'autre solution que de s'adresser aux CPAS.

Il est à craindre que cette situation ne s'arrangera pas au lendemain de la crise sanitaire, vu l'impossibilité pour les entreprises de réengager massivement. Au mieux, elles auront davantage besoin de main-d'œuvre qualifiée pour œuvrer à leur propre relance, ce qui les amènera donc à laisser de côté les travailleurs débutants.

Enfin, les dernières mesures sanitaires à destination des jeunes témoignent de l'absence de consultation des jeunes et des acteurs qui les défendent dans l'élaboration de mesures qui les concernent pourtant directement. Une situation dénoncée notamment par le Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant<sup>6</sup>:

“La crise de la COVID-19 et les mesures adoptées en vue de lutter contre la propagation du virus ont un impact considérable sur les enfants et les jeunes: décrochages scolaires, accroissement des faits de violences intrafamiliales, creusement des inégalités, délaissement des enfants les plus vulnérables (en situation de pauvreté, de handicap, en conflit avec la loi, etc.), malaises psychologiques aux répercussions dramatiques, isolement, suspension des loisirs culturels et sportifs, absence d'interactions, ... Beaucoup de parents et intervenants de première ligne sont aussi à bout et on ne peut oublier que les enfants qui s'en sortent sont ceux dont les parents tiennent le coup. L'impact à long terme sur les enfants et les jeunes, sur leur construction identitaire, psychologique et sociale, sur leur capacité à prendre leur place d'adulte dans la société sera critique. Les enfants et les jeunes sont les victimes collatérales les plus graves de la crise mais on ne les entend pas. On parle d'eux, parfois pour eux, mais c'est leur expertise qui est incontournable. A ces effets délétères de la crise s'est superposée l'incapacité des autorités à les écouter et à placer l'intérêt supérieur des enfants au centre des décisions prises les concernant: “La voix des enfants est encore trop souvent inaudible dans l'ensemble des décisions qui les concernent. Démunis du droit de vote, les enfants se retrouvent dès lors objets de décisions sur lesquelles ils n'ont aucune prise. La crise de la COVID-19 en a été un exemple frappant. Il faut entendre les enfants et les jeunes ou, a minima, leurs défenseurs en urgence. Si le droit à la participation peut être complexe à mettre en œuvre et ne se concrétise pas facilement dans l'urgence, il est a minima essentiel

<sup>6</sup> <https://www.levif.be/actualite/belgique/COVID-19-on-parle-de-nous-les-jeunes-sans-jamais-nous-inviter-sympa-carte-blanche/article-opinion-1385369.html>

baan te vinden, geen andere keuze dan zich tot een OCMW te wenden.

Het valt te vrezen dat die situatie er niet onmiddellijk na de gezondheidscrisis beter op zal worden, aangezien de ondernemingen niet bij machte zullen zijn om massaal opnieuw mensen in dienst te nemen. In het beste geval zullen zij meer gekwalificeerde arbeidskrachten nodig hebben om van hun eigen relance werk te maken, waardoor de beginnende werknemers in de kou zullen blijven staan.

Tot slot blijkt uit de recentste gezondheidsmaatregelen ten behoeve van de jongeren dat noch die jongeren, noch de actoren die voor hen opkomen, worden geraadpleegd bij de uitwerking van maatregelen die hun nochtans rechtstreeks aanbelangen. Die situatie wordt onder meer aangeklaagd door het *Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant*<sup>6</sup>:

“La crise de la COVID-19 et les mesures adoptées en vue de lutter contre la propagation du virus ont un impact considérable sur les enfants et les jeunes: décrochages scolaires, accroissement des faits de violences intrafamiliales, creusement des inégalités, délaissement des enfants les plus vulnérables (en situation de pauvreté, de handicap, en conflit avec la loi, etc.), malaises psychologiques aux répercussions dramatiques, isolement, suspension des loisirs culturels et sportifs, absence d'interactions, ... Beaucoup de parents et intervenants de première ligne sont aussi à bout et on ne peut oublier que les enfants qui s'en sortent sont ceux dont les parents tiennent le coup. L'impact à long terme sur les enfants et les jeunes, sur leur construction identitaire, psychologique et sociale, sur leur capacité à prendre leur place d'adulte dans la société sera critique. Les enfants et les jeunes sont les victimes collatérales les plus graves de la crise mais on ne les entend pas. On parle d'eux, parfois pour eux, mais c'est leur expertise qui est incontournable. A ces effets délétères de la crise s'est superposée l'incapacité des autorités à les écouter et à placer l'intérêt supérieur des enfants au centre des décisions prises les concernant: “La voix des enfants est encore trop souvent inaudible dans l'ensemble des décisions qui les concernent. Démunis du droit de vote, les enfants se retrouvent dès lors objets de décisions sur lesquelles ils n'ont aucune prise. La crise de la COVID-19 en a été un exemple frappant. Il faut entendre les enfants et les jeunes ou, a minima, leurs défenseurs en urgence. Si le droit à la participation peut être complexe à mettre en œuvre et ne se concrétise pas facilement dans l'urgence, il est

<sup>6</sup> <https://www.levif.be/actualite/belgique/COVID-19-on-parle-de-nous-les-jeunes-sans-jamais-nous-inviter-sympa-carte-blanche/article-opinion-1385369.html>

que des experts du secteur des droits de l'enfant soient associés aux processus de prises de décisions afin que celles-ci tiennent compte de l'intérêt supérieur des jeunes. Il est aussi urgent que les autorités mobilisent et développent les ressources, outils et structures utiles à une participation éthique, efficace et durable des enfants et des jeunes aux décisions qui les concernent. C'est leur présent et leur avenir qui sont au cœur des débats actuels: alors n'hésitez plus, invitez-les! Associez-les! Écoutez-les! Ils ont des choses à vous dire."

De son côté, le Délégué général aux droits de l'enfant souligne non seulement cette absence de consultation des jeunes mais aussi l'insuffisance des mesures arrêtées dans l'arrêté ministériel du 29 janvier 2021 précité:

"Oui, le sport, c'est bien, mais ce n'est pas la priorité. Ce n'est pas ça ce que les ados demandent. Encore une fois, le monde politique pense savoir ce dont les ados ont besoin, mais sans le leur demander! (...) Ce dont les jeunes ont besoin, c'est de reconnaissance, de participation, de respect. Ils ont besoin d'être entendus. Or, depuis le début de cette crise, le politique ne les écoute pas" (...) Ce dont ils ont besoin, c'est de compensations pour les pertes endurées: qu'on dise aux jeunes qui ont perdu leur job à cause de la crise qu'ils ont droit aux allocations de chômage, qu'on offre la gratuité des droits d'inscription à l'unif à ceux qui vont rater leur année. C'est ça des mesures qui disent aux jeunes: On s'intéresse à vous!?"

Les auteurs de la présente proposition de résolution considèrent par conséquent que des mesures de soutien structurelles et sur le long terme doivent d'urgence être apportées aux problèmes rencontrés par les jeunes dans le cadre de la crise sanitaire. Ces solutions devront être discutées au sein d'une Conférence interministérielle Jeunesse réunissant les ministres de l'entité fédérale et des entités fédérées en charge de l'Emploi, de la Santé, de la Jeunesse, de l'Enseignement, du Sport et de l'Enfance, à l'instar de ce qui existe déjà pour d'autres problématiques nécessitant une vue d'ensemble sur les différentes solutions à apporter: droits des femmes, santé publique, intégration sociale, climat...

Cette Conférence sera notamment chargée de l'élaboration d'un plan de relance de la "génération résilience", autrement dit d'un plan visant à soutenir le bien-être

<sup>7</sup> <https://www.7sur7.be/belgiquelle-politique-pense-savoir-ce-dont-les-ados-ont-besoin-mais-sans-le-leur-demander-a33ac414/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>, Déclaration à l'agence Belga du 20 janvier 2021.

*a minima* essentiel que des experts du secteur des droits de l'enfant soient associés aux processus de prises de décisions afin que celles-ci tiennent compte de l'intérêt supérieur des jeunes. Il est aussi urgent que les autorités mobilisent et développent les ressources, outils et structures utiles à une participation éthique, efficace et durable des enfants et des jeunes aux décisions qui les concernent. C'est leur présent et leur avenir qui sont au cœur des débats actuels: alors n'hésitez plus, invitez-les! Associez-les! Écoutez-les! Ils ont des choses à vous dire."".

De délégué général aux droits de l'enfant van zijn kant beklemtoont niet alleen dat de jongeren niet worden geraadpleegd, maar ook dat de in voormeld ministerieel besluit van 29 januari 2021 uitgevaardigde maatregelen ontoereikend zijn:

*"Oui, le sport, c'est bien, mais ce n'est pas la priorité. Ce n'est pas ça ce que les ados demandent. Encore une fois, le monde politique pense savoir ce dont les ados ont besoin, mais sans le leur demander! (...) Ce dont les jeunes ont besoin, c'est de reconnaissance, de participation, de respect. Ils ont besoin d'être entendus. Or, depuis le début de cette crise, le politique ne les écoute pas" (...) Ce dont ils ont besoin, c'est de compensations pour les pertes endurées: qu'on dise aux jeunes qui ont perdu leur job à cause de la crise qu'ils ont droit aux allocations de chômage, qu'on offre la gratuité des droits d'inscription à l'unif à ceux qui vont rater leur année. C'est ça des mesures qui disent aux jeunes: On s'intéresse à vous!?"*

De indieners van dit voorstel van resolutie zijn dan ook van mening dat er dringend structurele steunmaatregelen op lange termijn moeten worden getroffen om de knelpunten te verhelpen waarmee de jongeren in het kader van de gezondheids crisis te maken krijgen. Die oplossingen zullen moeten worden besproken op een Interministeriële Conferentie Jeugd waaraan wordt deelgenomen door de ministers van de Federale Staat en van de deelstaten die bevoegd zijn voor werk, volksgezondheid, jeugd, onderwijs, sport en kindervelzijn, naar het voorbeeld van wat reeds bestaat voor andere vraagstukken die een alomvattende visie op de verschillende aan te reiken oplossingen vereisen: vrouwenrechten, volksgezondheid, maatschappelijke integratie, klimaat enzovoort.

Die conferentie zal onder meer tot taak hebben om voor de zogenaamde "veerkrachtige generatie" een relanceplan op te stellen, met andere woorden een

<sup>7</sup> <https://www.7sur7.be/belgiquelle-politique-pense-savoir-ce-dont-les-ados-ont-besoin-mais-sans-le-leur-demander-a33ac414/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>, verklaring aan het agentschap Belga van 20 januari 2021.

mental ainsi que la situation sociale, financière et professionnelle des jeunes qui ont aujourd'hui entre 6 et 25 ans.

Les auteurs de la présente proposition de résolution demandent également au gouvernement fédéral d'associer les organisations et fédérations représentant les jeunes et les étudiants aux travaux du **Groupe d'Experts de stratégie de crise pour le COVID-19** (GEMS), conseillant le Comité de concertation, à chaque fois que des mesures sanitaires concernent la jeunesse.

Les auteurs demandent enfin d'améliorer le statut légal pour le jeune suivant un programme du Service Citoyen; cela, afin d'assurer son financement structurel par une action coordonnée entre le niveau fédéral, celui des régions et des communautés.

L'engagement citoyen, au service de l'intérêt public, prend en effet tout son sens en cette période de crise. Les compétences humaines acquises lors d'un engagement comme le Service Citoyen permettent aux jeunes de 18 à 25 ans de se lancer sur le marché de l'emploi plus aisément grâce aux compétences qu'ils ont ainsi acquises. Cette période de 6 mois maximum est enrichissante pour ceux qui s'engagent auprès d'organisations d'accueil (dans les domaines du bien-être, de la culture, de l'environnement ou du sport); ils acquièrent en effet des expériences humaines qui leur seront utile tout au long de leur vie, ils ont la possibilité de mener une réflexion sur leur futur; ils apprennent à mieux se connaître, à développer leurs talents, à trouver leur place au sein d'un groupe et d'une société. Ils bénéficient également de toutes sortes de formations touchant à la citoyenneté. C'est un premier contact avec le milieu du travail dans un contexte associatif.

Un engagement qui permet à la jeunesse de montrer qu'elle est prête à prendre ses responsabilités, à faire preuve d'esprit critique, à se montrer solidaire et à contribuer au bon fonctionnement de la société, surtout en cette période de crise où elle est souvent montrée du doigt.

L'objectif est de donner aux jeunes les outils pour se construire et pour construire la société de demain.

Sophie ROHONYI (DéFI)  
François DE SMET (DéFI)

plan ter ondersteuning van het geestelijk welzijn en van de sociale, financiële en professionele situatie van de jongeren die vandaag tussen 6 en 25 jaar oud zijn.

De indieners van dit voorstel van resolutie verzoeken de federale regering eveneens om de organisaties en federaties die de jongeren en studenten vertegenwoordigen te betrekken bij de werkzaamheden van de Expertgroep beheerstrategie in verband met de COVID-19-crisis (GEMS), die het Overlegcomité adviseert telkens wanneer gezondheidsmaatregelen betrekking hebben op de jeugd.

Ten slotte vragen de indieners te zorgen voor een beter wettelijk statuut ten behoeve van de jongeren die een samenlevingsdienstprogramma volgen; doel daarvan is om de structurele financiering ervan te waarborgen middels een onderling gecoördineerd optreden van de Federale Staat alsook het gewest- en het gemeenschapsniveau.

Het burgerengagement ten dienste van het algemeen belang krijgt in deze crisisperiode immers zijn volle betekenis. De menselijke vaardigheden die tijdens een engagement zoals de samenlevingsdienst worden opgedaan, stellen de jongeren tussen 18 en 25 jaar in staat makkelijker de arbeidsmarkt te betreden. Die periode van ten hoogste zes maanden is verrijkend voor wie zich inzet bij gastorganisaties (op het gebied van welzijn, cultuur, milieu of sport); de betrokkenen doen immers menselijke ervaringen op die hen hun leven lang van pas zullen komen en krijgen de gelegenheid om over hun toekomst na te denken; voorts leren zij zichzelf beter kennen, hun talenten te ontwikkelen alsook hun plaats te vinden in een groep en in een samenleving. Tevens doen zij hun voordeel met allerhande soorten opleidingen in verband met burgerschap. Het is een eerste contact met de arbeidswereld binnen een verenigingscontext.

Het betreft een engagement dat de jeugd in staat stelt te tonen dat zij bereid is haar verantwoordelijkheid op te nemen, blijk te geven van een kritische geest, solidariteit te betonen en bij te dragen tot de goede werking van de samenleving, vooral in deze tijden van crisis waarin zij vaak met de vinger worden gewezen.

Het is de bedoeling de jongeren de instrumenten te verschaffen om zichzelf en de maatschappij van morgen op te bouwen.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant et le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant qu'elle consacre;

B. vu la Charte sociale européenne, laquelle prévoit, au point 17 de sa Partie I, que les enfants et les adolescents "ont droit à une protection sociale et économique appropriée";

C. vu la Constitution belge, qui érige, en son article 22bis, alinéa 3, le droit de chaque enfant "de bénéficier des mesures et services qui concourent à son développement";

D. vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

E. vu l'étude de l'UCL et de l'université d'Anvers établissant qu'un jeune sur deux est en situation de détresse psychologique;

F. vu le rapport de l'organisme de santé publique britannique établissant que, si le variant B117 (dit "anglais") se transmet plus facilement dans toutes les tranches d'âge, il apparaît cependant que les enfants (en particulier ceux de moins de 10 ans) sont environ deux fois moins susceptibles que les adultes de transmettre ce variant à d'autres personnes;

G. vu le projet-pilote réitéré chaque année par la Plateforme pour le Service Citoyen et ses impacts positifs sur les jeunes qui y participent; acquisition d'un rythme de travail et d'une confiance en soi, ils peuvent y voir plus clair dans leurs projets d'avenir et voient la reconnaissance du travail qu'ils ont accompli pour la société;

H. vu le plan "1 jeune 1 solution", lancé le 23 juillet 2020 par le gouvernement français, lequel vise à offrir une solution à chaque jeune en mobilisant les aides à l'embauche, les formations, les accompagnements, les aides financières aux jeunes en difficulté, etc.; cela, afin de répondre à toutes les situations;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind en het hoger belang van het kind dat in het Verdrag wordt vooropgesteld;

B. gelet op het Europees sociaal handvest dat in er in Deel I, punt 17 in voorziet dat kinderen en adolescenten "recht [hebben] op een passende sociale en economische bescherming";

C. gelet op de Belgische Grondwet, die in artikel 22bis, derde lid, het recht van elk kind verankert op "maatregelen en diensten die zijn ontwikkeling bevorderen";

D. gelet op het ministerieel besluit van 29 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

E. gelet op het onderzoek van de UCL en de Universiteit Antwerpen, waarin wordt aangetoond dat één op de twee jongeren in psychologische nood verkeert;

F. gelet op het rapport van de Britse *National Health Service* waarin wordt gesteld dat de B117-variant (of de "Engelse" COVID-variant) zich weliswaar makkelijker over alle leeftijdsklassen verspreidt maar dat kinderen (en dan vooral kinderen jonger dan 10 jaar) circa tweemaal minder dan volwassenen het risico lopen om andere personen met die variant te besmetten;

G. gelet op het proefproject dat elk jaar door het Platform Samenlevingsdienst wordt herhaald, en de positieve impact ervan op de jongeren die eraan deelnemen; door het aangeleerde werktempo en het verworven zelfvertrouwen krijgen ze een betere kijk op hun toekomstprojecten en merken ze dat ze erkenning krijgen voor het werk dat ze in dienst van de samenleving hebben verricht;

H. gelet op het plan "1 jeune 1 solution", dat op 23 juli 2020 door de Franse regering werd gelanceerd en dat aan elke jongere een oplossing wil aanreiken in de vorm van steun bij aanwerving, opleidingen, begeleiding, financiële hulp voor jongeren in moeilijkheden enzovoort, met het doel om op alle situaties een antwoord te bieden;

I. considérant que notre pays traverse une seconde vague de COVID-19 et que l'OMS met en garde contre le danger d'une troisième vague;

J. considérant que la jeunesse est l'avenir de notre pays;

K. considérant que les jeunes ont participé tant à l'effort collectif lors des différents confinements qu'aux élans de solidarité qui ont vu le jour à l'occasion de la crise sanitaire;

L. considérant que les mesures du gouvernement fédéral permettant de contrôler la propagation du COVID-19 touchent particulièrement les jeunes sur les plans physique, psychique, social et financier;

M. considérant que les violences intrafamiliales, qui touchent également les enfants, ont augmenté de manière significative durant les confinements successifs;

N. considérant que la crise sanitaire a accru les inégalités, notamment chez les jeunes, dans leur accès à l'éducation et au sport;

O. considérant que les services des hôpitaux et des cliniques spécialisées voient apparaître de plus en plus de jeunes en grande détresse physique et psychologique;

P. considérant que les demandes d'admission dans les services pédopsychiatriques sont deux fois plus nombreuses que le nombre de places disponibles;

Q. considérant que les experts et les services de santé préconisent des mesures préventives et d'hébergement comme alternatives à l'hospitalisation des jeunes en détresse;

R. considérant qu'un nombre accru de jeunes sont en situation de décrochage, tant au niveau scolaire qu'universitaire;

S. considérant qu'un nombre significatif de jeunes ne disposent plus de job étudiant pour financer leurs études;

T. considérant que la précarité étudiante pousse de plus en plus de jeunes à solliciter des bourses d'étude auprès des universités et des aides fournies par les CPAS, dont les services ne parviennent pas à répondre à l'ensemble des demandes;

U. vu que les allocations d'insertion pour les jeunes ont été limitées dans le temps;

I. overwegende dat ons land door een tweede COVID-19-golf wordt getroffen en dat de WGO voor het gevaar van een derde golf waarschuwt;

J. overwegende dat onze jongeren de toekomst van ons land zijn;

K. overwegende dat de jongeren hun steentje hebben bijgedragen aan zowel de collectieve inspanning bij de verscheidene lockdowns als de blijken van solidariteit die tijdens de gezondheids crisis het licht zagen;

L. overwegende dat de maatregelen van de federale regering ter inperking van de verspreiding van het COVID-19-virus in het bijzonder de jongeren treffen, en wel op het psychische, sociale, financiële en gezondheidsvlak;

M. overwegende dat het intrafamiliaal geweld, waar kinderen eveneens bij betrokken zijn, tijdens de opeenvolgende lockdowns aanzienlijk is toegenomen;

N. overwegende dat de gezondheids crisis de ongelijkheden met betrekking tot de toegang tot onderwijs en sport, met name bij de jongeren, heeft doen toenemen;

O. overwegende dat bij de ziekenhuisdiensten en gespecialiseerde praktijken meer en meer jongeren aankloppen in grote fysieke en psychologische nood;

P. overwegende dat de aanvragen voor een opname in de kinderpsychiatrie dubbel zo hoog zijn als het aanbod aan plaatsen;

Q. overwegende dat de gezondheidsexperts en -diensten de voorkeur geven aan preventieve maatregelen en aan opvang ten gunste van jongeren in nood, boven ziekenhuisopnames;

R. overwegende dat steeds meer jongeren hun studies stopzetten, zowel in het secundair als in het universitair onderwijs;

S. overwegende dat een groot aantal jongeren geen studentenjob meer hebben waarmee ze hun studies kunnen betalen;

T. overwegende dat armoede onder studenten meer en meer jongeren ertoe aanzet om bij hun universiteit een studiebeurs aan te vragen en een beroep te doen op steun van het OCMW, dat er niet in slaagt aan alle vragen te voldoen;

U. gelet op het feit dat de inschakelingsuitkering voor jongeren in de tijd werd beperkt;

V. vu que les banques alimentaires constatent, depuis le début de la crise, une hausse du nombre de jeunes qui viennent s'approvisionner en denrées alimentaires;

W. considérant que les nouvelles mesures sanitaires adoptées par l'arrêté ministériel du 29 janvier 2021 précité sont positives mais insuffisantes pour faire face à la détresse des jeunes;

X. considérant que de telles mesures sanitaires entraînent des conséquences catastrophiques pour les jeunes comme la perte du goût de la vie, le décrochage scolaire et l'absence de vie sociale;

Y. vu que, selon un sondage Ipsos effectué pour la Fondation FondaMental, révélé le jeudi 28 janvier 2021 par Le Parisien, trois jeunes sur 10 avouent avoir déjà eu des idées suicidaires ou songé à se mutiler;

Z. considérant que de nombreux experts et de nombreuses associations appellent, en extrême urgence, à venir en aide aux jeunes de tous âges et à tous les niveaux;

AA. considérant que la campagne de vaccination belge a déjà permis de vacciner près de 300 000 personnes dans les maisons de repos et de soins;

BB. considérant que les mesures sanitaires doivent pouvoir être assouplies dès lors que les personnes les plus vulnérables face au COVID-19 sont vaccinées;

CC. vu que le Conseil de la Jeunesse, dans son avis du 8 décembre 2018, "demande aux hommes et femmes politiques de s'engager à négocier et à mettre en place, dès la rentrée politique, une stratégie jeunesse transversale et interdisciplinaire élaborée avec les jeunes et pour les jeunes";

DD. vu que cette demande a été rappelée et précisée par le Forum des Jeunes (nouvelle dénomination du Conseil de la Jeunesse), au regard de l'impact de la crise sanitaire sur les jeunes, dans un nouvel avis du 29 janvier 2021; cela, en vue de demander "la tenue d'une conférence interministérielle permettant la création d'une Stratégie jeunesse dès 2021 comprenant notamment un plan de relance spécifique co-construit avec les jeunes et l'associatif jeunes";

EE. vu que le niveau fédéral dispose, à l'instar des entités fédérées, de compétences touchant le bien-être

V. overwegende dat de voedselbanken sinds het begin van de crisis een stijging zien van het aantal jongeren dat voedselpakketten komt afhalen;

W. overwegende dat de nieuwe gezondheidsmaatregelen die door het voormelde ministerieel besluit van 29 januari 2021 werden goedgekeurd, positief maar onvoldoende zijn om aan het onbehagen van de jongeren het hoofd te bieden;

X. overwegende dat dergelijke gezondheidsmaatregelen voor de jongeren catastrofale gevolgen hebben; sommigen verliezen er hun zin in het leven door, haken af op school en blijven verstoken van een sociaal leven;

Y. overwegende dat volgens een Ipsos-enquête in opdracht van de *Fondation FondaMental*, waarover *Le Parisien* op donderdag 28 januari 2021 berichtte, drie jongeren op de tien bevestigen dat ze al zelfmoordgedachten hebben gehad of zelfverminking hebben overwogen;

Z. overwegende dat vele experts en verenigingen een zeer dringende oproep lanceren om jongeren van alle leeftijden en op alle vlakken te hulp te komen;

AA. overwegende dat dankzij de Belgische vaccinatiecampagne bijna 300 000 bewoners van woonzorgcentra zijn gevaccineerd;

BB. overwegende dat de gezondheidsmaatregelen moeten kunnen worden versoepeld zodra de mensen die het hoogste risico lopen bij een besmetting met COVID-19, gevaccineerd zijn;

CC. gelet op het verzoek dat de *Conseil de la Jeunesse* in zijn advies van 8 december 2018 formuleert en waarbij hij "*demande aux hommes et femmes politiques de s'engager à négocier et à mettre en place, dès la rentrée politique, une stratégie jeunesse transversale et interdisciplinaire élaborée avec les jeunes et pour les jeunes*";

DD. overwegende dat het *Forum des Jeunes* (nieuwe benaming van de *Conseil de la Jeunesse*) dit verzoek naar aanleiding van de impact van de gezondheidscrisis op de jongeren in een nieuw advies van 29 januari 2021 heeft herhaald en verduidelijkt, met het oog op "*la tenue d'une conférence interministérielle permettant la création d'une Stratégie jeunesse dès 2021 comprenant notamment un plan de relance spécifique co-construit avec les jeunes et l'associatif jeunes*";

EE. overwegende dat het federale niveau, net zoals de gemeenschappen en de gewesten, bevoegdheden

des jeunes, notamment la santé mentale, l'emploi, l'accès aux allocations de chômage et aux allocations d'insertion, ainsi que le financement des CPAS;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de convoquer d'urgence une Conférence interministérielle Jeunesse réunissant les ministres en charge de l'Emploi, de la Jeunesse, de l'Enseignement, de l'Égalité des chances, de la Santé, des Sports et de l'enfance, ainsi que le secrétaire d'État fédéral en charge de la relance;

2. de développer des initiatives soutenant le bien-être mental ainsi que la situation sociale, financière, professionnelle et scolaire des jeunes;

3. d'améliorer le statut des jeunes arrivant sur le marché de l'emploi ainsi que les conditions d'octroi des allocations de chômage et des allocations d'insertion;

4. d'associer les organisations et fédérations représentant les jeunes et étudiants (en ce compris les représentants du secteur des aides en milieu ouvert (AMO) et des responsables prévention des Services d'aide à la jeunesse) ainsi que les pédopsychiatres et professionnels de la santé mentale aux travaux du Groupe d'Experts de stratégie de crise pour le COVID-19 (GEMS) consultant le Comité de concertation, à chaque fois que des mesures sanitaires concernent la jeunesse;

5. de tenir compte de l'état d'avancement de la campagne de vaccination lors de l'élaboration des mesures sanitaires touchant les jeunes;

6. d'adapter le type de prise de parole en fonction des personnes à qui il s'adresse, afin d'adopter une approche différenciée en fonction des catégories d'âge lors de ses communications à la population;

7. de déterminer l'impact des mesures sanitaires sur la santé mentale des jeunes;

met betrekking tot het welzijn van de jongeren heeft, in het bijzonder inzake mentale gezondheid, werk, toegang tot werkloosheids- en inschakelingsuitkeringen en de financiering van de OCMW's;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. dringend een Interministeriële Conferentie Jeugd samen te roepen, met deelname van de ministers bevoegd voor werk, jeugd, onderwijs, gelijkheid van kansen, gezondheid, sport en kindervelzijn, alsook met deelname van de Federale Staatssecretaris belast met het relancebeleid;

2. initiatieven te ontwikkelen om het mentale welzijn en de sociale, financiële, professionele en onderwijs-situatie van de jongeren te ondersteunen;

3. het statuut van de jongeren die zich voor het eerst op de arbeidsmarkt aanbieden, te verbeteren en voor betere toekenningsvoorwaarden voor werkloosheidsuitkeringen en inschakelingsuitkeringen te zorgen;

4. de deelname aan de Expertgroep beheerstrategie in verband met de COVID-19-crisis (GEMS), die het Overlegcomité adviseert, open te stellen voor organisaties en federaties die jongeren en studenten vertegenwoordigen (waaronder de vertegenwoordigers van de sector bijstand in open instellingen en de preventieverantwoordelijken van de jeugdhulpdiensten) alsook voor kinderpsychiaters en geestelijke-gezondheidszorgprofessionals, telkens wanneer er gezondheidsmaatregelen worden genomen die de jongeren aanbelangen;

5. rekening te houden met de voortgang van de vaccinatiecampagne bij de uitwerking van gezondheidsmaatregelen die jongeren aanbelangen;

6. bij de mededelingen aan de bevolking de communicatie aan te passen aan het doelpubliek en ter zake de aanpak te differentiëren naargelang van de leeftijdscategorieën;

7. de impact van de gezondheidsmaatregelen op het mentale welzijn van de jongeren te onderzoeken;

8. de faire bénéficier le jeune en Service Citoyen d'un meilleur statut légal et d'assurer son financement par une action coordonnée entre le niveau fédéral, celui des régions et celui des communautés.

2 février 2021

Sophie ROHONYI (DéFI)  
François DE SMET (DéFI)

8. de jongeren die een samenlevingsdienst vervullen, een beter wettelijk statuut te geven en de financiering ervan te waarborgen door een gecoördineerde actie tussen het federale niveau, het gewestelijke niveau en het gemeenschapsniveau.

2 februari 2021